

NouvelObs.com, le 3

MALI. "La crise dure, les seigneurs de la guerre s'enracinent"

Le diplomate mauritanien et ancien haut fonctionnaire des Nations Unies, Ahmedou Ould-Abdallah "redoute qu'il ne soit bientôt trop tard". Interview.



Diplomate mauritanien et ancien haut fonctionnaire des Nations Unies, Ahmedou Ould-Abdallah pose un diagnostic critique sur la crise malienne : "Je redoute qu'il ne soit bientôt trop tard".

Vous affirmez que les terroristes d'Aqmi sont en fait les intermédiaires de trafiquants. Cette accusation concerne-t-elle les rebelles maliens ?

- Je maintiens qu'il existe des terroristes islamistes qui ont été encouragés à descendre dans le sud et sont devenus des trafiquants, premièrement de cigarettes, deuxièmement d'immigrés irréguliers, d'armes, de voitures volées et, surtout depuis quelque temps, de drogue. Cette transformation de leur quotidien qui est devenue une activité à part entière leur permet des protections et des connivences avec de nombreux services de sécurité avec la zone qu'ils traversent, et à des sommets relativement élevés : des services de douanes, de gendarmerie, de police et avec toutes les bénédictions nécessaires. Et cette dimension ne doit pas être sous-estimée à cause des slogans terroristes islamistes que je reconnais bien volontiers comme existants mais qui sont en fait bien moins importants.

Vous visez un mouvement en particulier ? Mujao ou Ansar Dine pour le Mali par exemple...

- Je pense que sous le couvert d'Aqmi tous ces groupes qui opèrent au Sahel ont des connections avec les trafics y compris au Nigeria. Et ils sont liés aussi à la piraterie. Ce n'est pas lié à cette région, c'était le cas en Afghanistan. J'ai également vécu cela personnellement lors de ma médiation en Somalie. Mais je pense que ce caractère prend une dimension beaucoup plus importante et beaucoup plus sérieuse qu'on ne le pense dans le Sahel à cause de l'immensité des territoires concernés, de leur sous-administration et de la pauvreté matérielle de ses populations. Tous les groupes sont concernés. Même si naturellement les gens pensent que le Mujao a des connexions avec le Nord-Mali, tous sont concernés.

Vous appelez à la mise en place d'un mécanisme immédiat d'un mécanisme de facilitation du dialogue entre les parties. Mais comment voyez-vous ce mécanisme ? Qu'est-il possible de faire ?

- Je pense que la crise malienne est le sommet de l'iceberg de la crise sahélienne. Le Mali a explosé avant tous les autres pays, mais tous ont des problèmes identitaires et économiques très sérieux. Et s'ils ne font pas attention, la crise peut les contaminés très vite. Comme on le voit en Afghanistan où la crise touche les pays voisins, ou en Somalie qui connaît également une telle contagion, cela peut aller très vite. C'est pourquoi il est urgent, au Mali, de réconcilier les forces de sécurité, les bérets verts – fidèles au Capitaine Sanogo – et les bérets rouges – corps d'élite de la Garde du Président déchu – et tous ceux qui les commandent. En d'autres termes, on doit aider les régimes passés – le général Moussa Traoré renversé en 1991 et le général Toumani Touré renversé en 2012 – à s'entendre et à appeler à l'union nationale. Et le mieux est que les Maliens le fassent entre eux. Cela coûtera moins cher et cela leur évitera d'être un objet sur les sommaires des réunions internationales. La communauté internationale n'est, de toute façon, pas prête à financer l'envoi de troupes internationales dans la région, surtout lorsqu'on chiffre des budgets à 400 millions de dollars.

Le déploiement de forces de la Cedeao n'est pas nécessaire, ou souhaitable ?

- Il faut d'abord épuiser les recours pacifiques, le dialogue entre Maliens, les négociations menées par le Burkina Faso ou l'Algérie. Mais en tout état de cause l'envoi de troupes est extrêmement coûteux et je ne crois pas que les pays occidentaux soient prêts à déboursier autant.

De quoi dépend une entente ?

- Il faut que le gouvernement central à Bamako soit plus fort, plus crédible, plus accepté. Et c'est ce gouvernement qui ira négocier au niveau national. Dans le passé, les négociations étaient relativement faciles parce qu'il y avait un gouvernement central fort à Bamako qui par plusieurs intermédiaire dont l'Algérie, négociait avec les rebelles. Aujourd'hui, les rebelles ont éclaté en plusieurs groupes, le gouvernement central a une certaine légitimité à travers

son Premier ministre et le président qui est légal, mais il ne maîtrise pas toutes les cartes, n'ayant pas le monopole de la force à travers le territoire, ils n'ont pas l'exclusivité de la légitimité.

Ils ont besoin de cela et de l'appui de tous les Etats de la région et pas seulement de celui de l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger. Il faut également associer le Nigeria, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Sénégal...

C'est aux pays de la région de prendre leurs responsabilités ou alors nous ne pourrons plus s'en prendre aux forces en présence qui en appellent à une intervention internationale.

Croyez-vous encore en un règlement du conflit ?

- Oui, un consensus est encore possible. La porte est encore ouverte pour parvenir à un accord, mais plus le temps passe et plus elle se referme alors le temps presse. Car plus le conflit dure et plus il crée de nouveaux intérêts politiques et financiers. Si on peut apprendre quelque chose des autres crises, c'est bien que plus elles durent, plus les seigneurs de la guerre se sentent à leur aise, plus ils s'enracinent et c'est cela qu'il faut éviter. Il faut mettre fin à cette crise le plus vite possible car il est déjà tard et je redoute qu'il ne soit bientôt trop tard.

'il ne soit bientôt trop tard.